

L'Atlas du Québec et de ses régions : les territoires sur l'autoroute de l'information

Claude Manzagol

Volume 42, Number 116, 1998

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/022740ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/022740ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Manzagol, C. (1998). L'Atlas du Québec et de ses régions : les territoires sur l'autoroute de l'information. *Cahiers de géographie du Québec*, 42(116), 263–265. <https://doi.org/10.7202/022740ar>

L'Atlas du Québec et de ses régions

Les territoires sur l'autoroute de l'information

Claude Manzagol

Département de géographie

Université de Montréal

«Les prochains atlas seront de plus en plus des atlas qui "bougent" et qui bougent au gré de qui les consulte». Les auteurs des *Mots de la géographie*, saluant les lourds monuments que sont les atlas traditionnels, annonçaient une façon neuve d'appréhender le territoire et un nouveau rapport du lecteur à l'ouvrage. C'est l'ambition de *L'Atlas du Québec et de ses régions* que d'offrir à tous ceux qui s'intéressent au territoire, un outil puissant, dynamique, convivial et interactif.

UN PROJET EN DEVENIR (<http://www.unites.uqam.ca/atlasquebec/>)

L'Atlas du Québec et de ses régions est construit sur support électronique en réseau sur Internet. Le premier site a été ouvert en février 1997 avec un jeu de cartes pilotes appelant les commentaires, suggestions et critiques des lecteurs. Le site a été enrichi en mars 1998, dévoilant la structure et la portée du projet. Une troisième version, plus franchement interactive, devrait apparaître en février 1999.

L'Atlas propose de mettre l'autoroute de l'information au service du territoire et de ses acteurs; à partir de l'exploitation d'une base de données géoréférencées, la création de cartes par des spécialistes se double d'une volonté de décentraliser l'information vers les régions. Si la démocratisation de l'information ne doit pas être vue comme un transfert automatique du pouvoir aux citoyens et aux régions, elle leur donne une opportunité d'appropriation et un matériel pour l'action.

Le site montre que l'Atlas est construit sur trois niveaux: national, inter-régional et régional. L'Atlas national n'est qu'esquissé et les volets proposés — environnement naturel, construit... — sont à meubler. Les atlas régionaux sont en chantier: dans chaque région, des équipes sont constituées, qui définissent leurs objectifs, leurs besoins, leurs moyens et dessinent leurs partenariats; car chaque région, dans ce cadre, a l'entière initiative de la création, du rassemblement et du traitement de l'information. L'Atlas interrégional est le plus avancé, le plus clairement charpenté. Il y a à cela une raison simple: en signant un accord avec le Secrétariat aux Régions, l'Atlas a obtenu à la fois des moyens et une mission: essentiellement socioéconomique, il traite systématiquement le Québec sur la base des municipalités; trois régions sont ici en pointe: le Saguenay—Lac Saint-Jean, Québec et la Mauricie qui constituent les bancs d'essai.

C'est là un premier enseignement: le rythme et l'ordre des travaux dépendent des sources de financement; c'est une lourde contrainte; mais contrairement aux atlas traditionnels, ils peuvent progresser sans que le plan d'ensemble soit fermé. On se rend d'ailleurs à l'évidence que la table des matières à concevoir ne peut être l'habituelle liste de cartes structurée suivant les rubriques convenues: il faudra offrir au lecteur une carte d'entrée et les moyens de commencer la navigation en prenant en compte les multiples liens et dimensions auxquels renvoie une même information. Il est clair que le rigide discours cartographique sur le territoire s'en trouve rompu et laisse place à un ensemble de discours géographiques. C'est d'ailleurs le redoutable défi de l'Atlas national dont la vision et l'architecture ne sont pas prédéfinies; comment parler du Nord sans s'ouvrir au discours des Amérindiens et comment conjuguer la probable diversité des discours régionaux? Défi redoutable mais fécond puisqu'il promet la révélation des enjeux territoriaux.

DES CHANTIERS MULTIPLES

Chaque année, un colloque de l'atlas tenu dans le cadre de l'ACFAS fait le point sur l'état d'avancement des travaux et ouvre un forum de réflexions, discussions et propositions. En mai 1998, à l'Université Laval, l'accent a été mis sur la construction des systèmes locaux d'information. Une équipe autour de J.-L. Klein et S. Lefebvre s'affaire à définir des indicateurs qui incorporent la «portée socio-territoriale et spatio-stratégique de l'information». Comment bâtir des indicateurs valides, fiables, spécifiques et sensibles, élaborés au niveau des municipalités, permettant de décrire et comparer les différentes unités administratives du Québec? Chaque indicateur renvoie à des descripteurs dont le nombre varie avec la complexité du phénomène à mesurer. On s'entend sur une décentralisation du processus de construction des indicateurs; les informations découpées localement sont harmonisées aux échelles régionales et nationales. Les divers paliers de gouvernement jouent un rôle important par leurs demandes dans la définition d'harmonisation qui doit cependant préserver l'utilité locale. Les indicateurs socioéconomiques une fois construits et validés, il faudra élargir le système aux différents découpages territoriaux: le quartier, le bassin, etc.

Le Comité scientifique de l'Atlas, que préside J.-L. Klein et où sont représentées huit universités, se réunit périodiquement, et l'une de ses préoccupations est d'enrichir le système d'indicateurs par un traitement approprié des variables; en particulier, l'utilisation des techniques de l'analyse multivariée et de l'écologie factorielle, permettra de dégager les dimensions structurantes de l'espace. À la tâche de mobilisation des données, on se propose donc d'ajouter un travail créateur de plus-value de l'information.

Le Comité cartographique, lui aussi pluri-universitaire, a pour rôle, autour de G. Grégoire, de définir les protocoles de saisie, traitement et représentation des données, les voies et moyens d'une navigation conviviale. On suit les progrès de ses travaux dans l'évolution du site Internet vers l'interactivité. La tâche est immense puisque l'ambition de l'Atlas est d'être dynamique, interactif et créateur d'instantanéité en s'ouvrant aux révisions permanentes, et en ajoutant des documents intégrant l'actualité, l'événementiel, comme en témoignent, sur le présent site, les vues de la rivière à Mars, au Saguenay, bouleversée par le déluge de juillet 1996.

Les équipes qui préparent les atlas régionaux sont particulièrement à l'écoute des besoins des citoyens et des collectivités locales. Le groupe du Saguenay—Lac Saint-Jean annonce le premier son adresse Internet: (<http://www.uqac.quebec.ca/~cchamber/entree/entree.html>). Autour de M. Gauthier, c'est sans doute le plus avancé. La table de concertation régionale associe des intervenants du milieu et toutes les ressources intellectuelles comme la dynamique équipe du CÉGEP de Jonquière; ses premières tâches sont la définition des besoins et le rassemblement des moyens. Avec des degrés d'avancement divers, toutes les équipes régionales travaillent sur ces mêmes pistes.

L'Atlas bénéficie également de la participation active de plusieurs organismes gouvernementaux ou privés: le Bureau de la statistique du Québec (BSQ), le ministère des Ressources naturelles (MRN), le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), le ministère des Régions (MR) et la Société de téléformation interactive (STÉFI).

Les chantiers sont multiples et le travail d'animation et de promotion considérable. Le directeur général de l'Atlas, J. Carrière, s'y emploie, en même temps qu'il développe des partenariats et prospecte les sources de financement, notamment le Fonds de l'Autoroute de l'Information où ce projet semble avoir une place naturelle en raison de son caractère novateur et des retombées multiples qu'il peut engendrer dans différents milieux.

CONCLUSION

Le projet d'Atlas, lancé à l'UQAM, associe naturellement les diverses constituantes de l'Université du Québec, qui contribue par ses subventions au fonds de roulement de l'entreprise. Mais il associe toutes les institutions universitaires et l'on peut estimer à plus de 60 le nombre de chercheurs qui collaborent activement à ce projet stimulant et structurant pour la communauté géographique du Québec. Le colloque de Québec, en mai 1998, a permis de faire un état de la situation et des progrès. Le succès de participation et l'écho favorable suscité dans divers milieux augurent bien du devenir de cette «toile géographique du Québec».